

Compte rendu de la quatrième session des visioconférences
“Influence et guerre de l’information”
14 juin 2025 - Session 4 : Climat, énergie et manipulations de l’information

Intervenants



Chloé DEBIÈVE

Chloé DEBIÈVE est chargée de domaine Influence et lutte informationnelle au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d’expérimentations (CICDE). Elle a créé l’Agenda stratégique qui recense, regroupe et centralise les événements de la sécurité et de la défense. Elle a aussi co-fondé la page Focus Influence sur LinkedIn qui centralise les informations (événements, actualités, productions...) autour de l’influence et des manipulations de l’information. Cette série de visioconférences est de son initiative personnelle. *Elle parle en son nom propre et ses propos n’engagent qu’elle.*

Maxence CORDIEZ

Maxence Cordiez a une formation d’ingénieur et il est spécialisé sur les questions du climat et de l’énergie. Anciennement responsable des affaires publiques européennes du CEA, il est aujourd’hui Expert associé énergie de l’Institut Montaigne en bénévolat mais aussi responsable du cycle combustible nucléaire chez Hexana. Il a par ailleurs récemment publié un ouvrage intitulé *L’énergie nucléaire en 100 questions*, édité chez Tallandier. *Il parle en son nom propre et ses propos n’engagent que lui.*

I) Le changement climatique : information et désinformation

Information et climat

Le processus du réchauffement climatique : la Terre est réchauffée par le soleil. L’énergie emmagasinée est dissipée sous forme de rayonnements infrarouges. Les gaz à effets de serre absorbent ces derniers et les réémettent dans toutes les directions. Grâce à cet effet de serre, la température moyenne à la surface de la Terre est de 15 degré C°. Cependant, la concentration atmosphérique en gaz à effets de serre augmente du fait de l’activité humaine. En conséquence, la chaleur augmente, les phénomènes climatiques et météorologiques sont de plus en plus violents et les régimes de précipitation évoluent, entraînant une évolution des rendements agricoles.

Le changement climatique tel qu’on l’entend aujourd’hui résulte d’une activité anthropique (ie humaine) avec une augmentation très forte et rapide de l’émission de CO₂, dont 75% des émissions proviennent des combustibles fossiles. Le changement climatique est une réalité observée et avérée, avec un réchauffement actuel entre 1 à 1,2 degré par rapport à la période pré-industrielle.

> **Le GIEC** 

Le changement climatique est largement étudié à travers les rapports du GIEC - Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (IPCC, *Intergovernmental Panel on Climate Change*). Ce groupe intergouvernemental est un moyen de s’informer de façon sûre à propos du climat. Cet organisme intergouvernemental a été formé sous l’égide des Nations Unies en 1988. Il rassemble des scientifiques provenant du monde entier, avec des cultures et des politiques très différentes.

Le GIEC ne fait pas de recherche. Sa mission consiste à faire une revue de la littérature scientifique mondiale sur le climat tous les 6 à 7 ans et d'en retranscrire la synthèse dans un rapport final (rapports d'évaluation). Ainsi, le GIEC se fonde sur des articles scientifiques pour les analyser, repérer les principaux consensus et les principales incertitudes en matière de climat. **Le GIEC effectue un état des lieux sur la connaissance scientifique vis-à-vis du climat**, en assortissant chaque élément d'un degré de confiance en fonction de l'état de la littérature scientifique.

Le GIEC élabore plusieurs documents :



- Résumés généraux de quelques dizaines de pages - qui s'adressent souvent aux décideurs.
- Résumés techniques (centaine de pages).
- Rapports entiers de quelques milliers de pages.

Les scientifiques/les pairs peuvent relire et faire des commentaires sur ces rapports et les rédacteurs ont l'obligation de répondre aux commentaires en permettant une traçabilité de ces derniers.

Le GIEC se divise en trois groupes de travail :

1. Ceux qui travaillent sur le système physique du climat et de son évolution.
2. Ceux qui se concentrent sur les conséquences physiques et socio-économiques du changement climatique.
3. Ceux qui étudient les différents moyens de lutter contre le changement climatique, entre adaptation et limitation des effets.

Désinformation et climat

Le climato-dénialisme se manifeste de différentes façons et s'exprime par différents types d'arguments. Le GIEC est visé par ces discours. Les climato-dénialistes accusent l'organisme sur certains points :

- *Le GIEC aurait un agenda de décroissance et répondrait à des volontés politiques.* Pourtant, **l'organisme en question n'émet jamais de recommandations, il ne dresse qu'un état des lieux des connaissances scientifiques à l'échelle mondiale** (via la littérature scientifique).
- *Le GIEC ne découlerait pas d'un consensus scientifique et il n'y aurait pas de consensus sur la question.* Pourtant, **il existe bel et bien un consensus** : une très grande majorité des scientifiques s'accordent sur le fait qu'il existe un changement climatique ET qu'il est dû à l'activité humaine et ce consensus a déjà plusieurs dizaines d'années. Les scientifiques qui nient ces informations sont très minoritaires et ne sont que rarement des scientifiques du climat.

Certains climato-dénialistes ont des arguments contre les origines du changement climatique :

- *L'eau serait le principal gaz à effet de serre, elle aurait donc plus d'impact que le CO2 / la concentration de CO2 serait très faible dans l'atmosphère et n'aurait qu'un impact négligeable sur le climat ou les températures.* Cependant, la vapeur d'eau de s'accumule pas dans l'atmosphère. Sa concentration est directement liée à la température (contrairement au dioxyde de carbone et au méthane qui s'accumulent dans l'atmosphère). La vapeur d'eau a donc un effet indirect aggravant le réchauffement causé par les autres gaz à effet de serre. En outre, la concentration d'une matière dans un système ne donne pas d'indication sur l'impact qu'elle peut avoir dans le système concerné (ie ce n'est pas parce que la concentration en CO2 peut sembler faible que celle-ci ne peut pas avoir de conséquences importantes).
- *Le climat a toujours varié et les modifications climatiques que nous vivons sont normales.* Le climat a certes varié pour des raisons solaires et des causes liées à l'orbite terrestre par le passé mais ces changements se sont effectués sur des temps extrêmement long. Ils n'ont effectivement aucun lien avec l'être humain et ils sont en ce sens très différents du changement climatique rapide dont nous sommes témoins aujourd'hui. Ce dernier s'effectue dans un temps très court.

- La position climato-dénialiste s'appuie aussi la confusion entre le climat (une moyenne) et la météorologie (un état instantané). Il est vrai qu'au fur et à mesure que le climat évolue, ce dernier va avoir des conséquences sur la météo et sur les écosystèmes. Pour autant, il ne faut pas tirer de conclusion générale en se fondant sur l'instantané (la météo).
- D'autres reconnaissent bien le phénomène du changement climatique mais y voient une évolution désirable : "les gens meurent de froid dans la rue, au moins ils auront plus chaud plus tard", "on pourra cultiver d'autres ressources dans le nord qu'on ne peut pas cultiver aujourd'hui"... Ces arguments se démontent assez facilement car sur le temps long, le changement climatique affecte toute l'économie du système et le déstabilise à cause d'une évolution climatique rapide trop difficile à absorber.

Dans le climato-dénialisme, il existe trois négations principales :



1. Il n'existe pas de réchauffement climatique.
2. Le réchauffement climatique ne provient pas de l'homme.
3. Les impacts réels du changement climatique seront mineurs voire inexistant (ou favorables).

Le climato-dénialiste va aussi **émettre des discours promouvant l'inaction** :

- Le détournement de la responsabilité : chacun fait ce qu'il veut et le choix doit être individuel, l'action doit venir des autres, etc.
- La promotion de solutions marginales : promouvoir des approches uniquement technologiques (par exemple, l'usage de biocarburants et carburants de synthèse pour l'aviation : ceux-ci sont nécessaires mais très loin d'être suffisants pour décarboner l'aviation dans l'ampleur de ses usages actuels, sans même parler de sa croissance).

Il existe par ailleurs une différence entre les discours et les mesures politiques. Si l'électorat est sensibilisé au changement climatique, mais attend dans le même temps des politiques défavorables sur le plan du climat, le politique n'aura aucune peine à mener ces dernières tout en ayant un discours volontariste sur le climat.

- La mise en avant des inconvénients de l'action ou le "perfectionnisme politique" : toute solution imparfaite n'est pas une solution. Avec le débat entre les véhicules électriques et les véhicules thermiques, certains considèrent qu'il ne faut pas acheter de voitures électriques car les batteries polluent et que la solution devrait être de se passer complètement de voitures (irréaliste).

En vérité, chercher la perfection est un moyen de discréditer toutes les actions écologiques. Pour avancer, il faut additionner plusieurs solutions pour savoir ce qui est techniquement faisable et socialement acceptable.

- Le discours lié à l'idée que le réchauffement climatique et la lutte contre la pollution coûtent trop chers. En réalité, cela coûte moins cher que de s'en occuper plus tard.
- La capitulation : aucune solution ne peut résoudre et résorber le changement climatique.

Pourquoi le climato-dénialisme existe et qui sont les acteurs ?

- Des arguments économiques poussés par des lobbys, des pays pétroliers ou ceux qui pensent avoir un intérêt au changement climatique avec la fonte des glaces (Pays du Golfe, Etats-Unis, Fédération de Russie...).
- Des arguments politiques avec des personnalités qui sont contre le consensus en pensant qu'admettre le consensus c'est être conformiste et suivre le mouvement de masse.
- Le populisme : nier le réchauffement climatique permet d'éviter les débats qu'il y a au-delà (problématiques sociales ou économiques par exemple).
- Le déni avec une incapacité à admettre un problème grave et difficile à résoudre.
- La volonté d'exister médiatiquement.
- Des influences géopolitiques et étrangères, qui ne visent pas que le climat mais qui sapent de manière générale les institutions et la confiance envers les politiques publiques mises en place.

La désinformation climatique est présente dans les médias mais aussi sur les réseaux sociaux. Il est toujours difficile d'imaginer qu'un acteur puisse mentir (quel intérêt aurait-il à mentir sur le climat et les énergies ? Pourquoi s'en donne-t-il la peine ?). **Il faut être au fait qu'un discours crédible n'est pas forcément fiable et qu'un individu isolé sur les réseaux sociaux n'est pas une source fiable même s'il semble compétent.**

Exemple : d'après une étude du CNRS, le compte anonyme X *Elpis-R* (inactif depuis 2023), qui était un compte relayant de la désinformation, a connu une augmentation de visibilité au début des années 2020 avec plusieurs phases et stades de désinformation : Covid, invasion de l'Ukraine puis climato-dénialisme. Ce compte a gagné en crédibilité en publiant des messages à l'apparence très technique pour donner une impression d'expertise au lecteur (graphiques) et en étant suivi par des personnalités politiques. Plusieurs techniques informationnelles ont été utilisées par ce compte :

Les 6D :

- Discrédit des climatologues, des experts et des organismes liés.
- Déformation des propos.
- Distraction : changer de sujet en fonction des intérêts du compte et si un sujet n'est pas en sa faveur.
- Dissuasion : menacer certains acteurs.
- Division : diviser les interlocuteurs.
- Doute : mettre le doute sur les "adversaires" comme le GIEC.

II) L'énergie : information et désinformation

Politique et énergie



En France, le débat sur l'énergie n'est pas d'une très bonne qualité et se limite souvent à une opposition entre le nucléaire et les énergies renouvelables, laissant ainsi un champ libre aux combustibles. La polarisation du débat a été consacrée par la politique énergétique de l'Etat entre 2012 et 2022.

Fessenheim est devenu un "totem politique" pour certains partis. François Hollande et Emmanuel Macron se sont engagés à fermer la centrale. Cependant, certaines personnalités politiques se sont appuyées sur des arguments scientifiques infondés, voire ont contredit l'avis de l'autorité de sûreté nucléaire en déclarant que la centrale n'était pas sûre, pour tenter de justifier une décision politique.

Le sujet de l'énergie est souvent instrumentalisé comme marqueur politique. Ce sujet est un moyen de se démarquer voire de cliver. Certaines personnalités politiques se positionnent pour ou contre l'éolien, pour ou contre le nucléaire, sans se poser la question des avantages, potentiel et limites de chaque technologie.

L'un des problèmes de l'énergie se trouve dans le fait qu'il s'agit d'un sujet avec une grande inertie : une bonne ou une mauvaise décision politique sera ressentie plusieurs années ou décennies plus tard. Lorsque l'on commence à subir les conséquences des décisions néfastes, il est trop tard pour réagir ou alors le processus pour "rattraper le tir" peut être très long. Quoiqu'il en soit, l'inertie de l'énergie en matière de répercussions déresponsabilise les personnalités politiques car leurs propres décisions ne les impactent pas directement dans l'instant T. C'est pourquoi les personnalités politiques ont parfois des positions très clivées sur ces sujets.

Au niveau politique, il existe une confusion entre les objectifs qui doivent être déterminés démocratiquement et les moyens de les atteindre. Ces derniers sont politisés alors qu'ils devraient être fondés scientifiquement.

> *Une histoire d'oppositions*

Il y a eu une forte opposition à l'énergie nucléaire pendant la guerre froide, marqué par une opposition à la bombe, dans un contexte où le nucléaire militaire et civil étaient très proches. La lutte antinucléaire est restée un marqueur identitaire de certaines ONG, avec une déclinaison politique reprenant les mêmes points de fixation. Le discours vis-à-vis du nucléaire a évolué avec le temps : les discours anti-nucléaire s'appuient désormais sur le délai de construction et le coût tandis qu'auparavant les discours visaient les déchets, les accidents et la prolifération.

Entre les années 1970 et 1980, ont eu lieu des campagnes de désinformation provenant des groupes pétroliers, qui voyaient cela comme une menace pour leur activité. Depuis 2022 :

- Il existe un retour en grâce du nucléaire du fait de la crise énergétique 2021-2022*
- ce sont désormais les EnR qui sont victimes de désinformation et moins le nucléaire
- Il existe toujours une opposition entre le nucléaire et le renouvelable dans les perceptions

Plusieurs propos emprunts de désinformation se font entendre : "on ne sait pas gérer un réseau avec une part élevée d'EnR", "la France a déjà décarboné son énergie" (ce qui est faux étant donné que l'énergie ne se réduit pas seulement à l'électricité puisque l'électricité ne compte que pour 25% de l'énergie produite), "les énergies nucléaires et hydrauliques suffisent à se passer de combustibles fossiles".

Natures et caractérisation de l'opposition aux renouvelables :

- Cette opposition est souvent d'apparence plus technique que celle au nucléaire.
- Ce sont souvent des personnes issues de l'énergie mais qui ne prennent pas en compte les éléments essentiels : évolution des technologies, limites industrielles au déploiement du nucléaire, évolution du système électrique hors production, etc.
- Cette opposition est souvent plus violente que l'opposition au nucléaire.

Exemple : le 28 avril 2025 a eu lieu un blackout dans la péninsule ibérique avec un effondrement du réseau électrique. On ne sait pas encore ce qu'il s'est passé et il y a des incertitudes sur les raisons de l'extension du problème. Du fait de son caractère exceptionnel, cet événement a été très médiatisé. Cependant, l'absence d'informations claires sur ce qu'il s'est passé à conduit plusieurs scientifiques à refuser des propositions d'intervention sur les plateaux télévisés. En conséquence, les médias ont invité des "pseudo experts" et anti EnR qui ont déclaré que la panne était due aux énergies renouvelables.

Une gestion de crise adéquate et permettant une limitation de la désinformation se divise en trois phases :

- La phase de gestion de la crise : du fait d'un sentiment de "submersion" d'informations et d'événements, il est nécessaire de gérer la crise sur le temps court en protégeant au mieux la population.
- La phase explicative : elle s'illustre par l'émergence d'une analyse et d'une compréhension des événements puis se suit d'une période d'information de la population.
- La phase de réflexion : elle consiste à réfléchir sur des moyens d'éviter la crise à l'avenir. Cette phase ne doit pas être mise en œuvre dès le début de la crise car il n'y a pas assez d'éléments factuels pour établir les causes, l'origine et le déroulement de la crise.

III) Les manières de se prémunir de la désinformation climatique



- **Savoir différencier la décision politique de l'argumentaire. La science ne prescrit rien, elle explique.**
La décision politique n'a pas nécessairement besoin de se fonder sur une base scientifique, elle peut avoir d'autres fondements (politique, culture, religion...) mais la position politique ne doit pas invoquer des arguments scientifiques erronés pour justifier ses décisions.
- **Faire confiance aux agences indépendantes (et s'assurer qu'elles le soient/restent)** : on doit admettre qu'on ne peut pas tout savoir dans un monde de plus en plus complexe, et qu'il est préférable de se référer sur des sujets techniques d'importance pour la société à des agences indépendantes des milieux économiques et politiques. L'indépendance est la condition de la confiance que l'on peut leur accorder et cela devient très problématique lorsque des personnalités politiques prennent la direction de telles agences ou contredisent les estimations/informations relayées par ces mêmes agences. Il est dans ce cas précis conseillé de séparer les fonctions politiques des fonctions de haute fonction publique.

- **Éduquer la population et renforcer les enseignements scientifiques et à l'information.** Il existe une faillite éducative qui nécessite de partager aux citoyens un minimum de bases scientifiques afin qu'ils puissent comprendre les grands enjeux scientifiques et climatiques.
- **Former les journalistes, notamment les journalistes scientifiques.** Il faut faire en sorte que les journalistes qui font carrière dans le monde scientifique puissent pouvoir traiter des sujets complexes et donner des éléments informatifs éclairés.
- **Sensibiliser la population aux biais de confirmation et aux problématiques liées au greenwashing des entreprises et autres entités** (ONG, partis politiques, etc.).
- **Être plus exigeant dans le cadre du corps politique** et vis-à-vis de son propre parti politique pour avoir plus d'influence. Il faut éviter l'effet de clan : "parce que c'est mon parti, je soutiens la position de mon parti même si je ne suis pas d'accord". Il est important aussi d'accepter la nuance et la mesure en politique.

Rédacteurs

Nassim Bellik et Fiona Bessioud-Janoir